



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'urbanisme  
et de l'aménagement durable

Pôle urbanisme

**ARRETE n° 12 774 INSTITUANT DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE CONCERNANT  
LA MAÎTRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ  
NATUREL OU ASSIMILÉ, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES SUR LE  
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SANTEUIL**

**Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.121-1, L.121-2, L.122-1, L.123-1 et  
R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du  
livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de  
transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de  
l'énergie, en date du 31/08/15 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et  
technologiques du Val-d'Oise le 10/09/2015 ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et  
de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1 et  
suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité  
publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients  
qu'elles présentent,

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur  
desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés  
par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service,  
notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant  
gravement la santé ou la sécurité des personnes.

En application de l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité  
publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux  
susceptibles de se produire à partir des canalisations de transport décrites ci-après,  
conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte  
annexée au présent arrêté (1)

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Ouvrages concernant la commune de Santeuil (95584) :**

**1. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL ET ASSIMILES EXPLOITÉES PAR LA SOCIETE GRTGAZ dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES**

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	ARTERE DU VEXIN	ENTERRE	67.7	600		245	5	5	impactant
Canalisation	DN100-1974-US-CHARS	ENTERRE	19.2	100	0.991511	10	5	5	traversant
Canalisation	DN50-1974-BRT-SANTEUIL_VILLE	ENTERRE	19.2	50	3.82896e-05	7	5	5	traversant
Canalisation	DN50-1974-BRT-SANTEUIL_VILLE	ENTERRE	19.2	50	0.00021647	7	5	5	traversant
Canalisation	DN50-1974-BRT-SANTEUIL_VILLE	ENTERRE	19.2	100	0.00840909	10	5	5	traversant
Canalisation	DN100/80-1973-BRT_MARINES_C R11	ENTERRE	19.2	100	2.17238	10	5	5	traversant
Canalisation	DN100-1974-US-CHARS	ENTERRE	19.2	100	0.683992	10	5	5	traversant
Canalisation	DN100/80-1973-BRT_MARINES_C R11	ENTERRE	19.2	80		7	5	5	impactant
Canalisation	DN100/80-1973-BRT_MARINES_C R11	ENTERRE	19.2	100		10	5	5	impactant
Canalisation	ARTERE DU VEXIN	ENTERRE	67.7	600		245	5	5	impactant
Installation Annexe	MARINES CR 11 - 95370					20	5	5	impactant
Installation Annexe	SANTEUIL VILLE - 95584					20	5	5	traversant

**Article 2 :** Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1** : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité, prévue à l'article R431-16 j) du code de l'urbanisme, est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2** : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3** : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Article 3** : Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

**Article 4** : Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plan local d'urbanisme ou à la carte communale de la commune conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 5** : En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture du Val-d'Oise et adressé au maire de la commune de Santeuil.

**Article 6** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de un an à compter de sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le maire de la commune de Santeuil, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté notifié également au directeur général de GRTgaz et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le Val-d'Oise.

Fait à Cergy-Pontoise, le

24 NOV. 2015

Le préfet  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
Daniel BARNIER

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la Préfecture du Val-d'Oise et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie ainsi que dans la mairie de la commune concernée.

## Annexe : Définitions

PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation.

DN : Diamètre Nominal de la canalisation.

Distances SUP : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique. En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans le(s) tableau(x) de l'article 1 du présent arrêté et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté (annexe 1), les valeurs du(es) tableau(x) font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Distance SUP 1 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement.

Distance SUP 2 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement.

Distance SUP 3 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement.



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



